

EVALUATION FINALE

NIG/019

Appui à la Mise en œuvre du Programme
Décennal de Développement de l'Éducation
dans la Région de Dosso

FICHE SYNTHÉTIQUE

Pays	Niger
Titre long du projet	Appui à la Mise en œuvre du Programme décennal de Développement de l'Éducation dans la Région de Dosso
Titre court du projet	Appui au Programme de Développement de l'Éducation – Dosso
Code LuxDev	NIG/019
Version du Rapport	Juin 2016

NOTATION DU PROJET PAR LA MISSION D'EVALUATION

Notation globale (Efficacité)	2 Échelle de 1 (résultats excellents, dépassant sensiblement les attentes) à 6 (l'action de développement est infructueuse ou la situation s'est plutôt dégradée).
Notation des autres critères d'évaluation	Pertinence : 2 Efficience : 2 Durabilité : 3+

RESUME EXECUTIF

Contexte

La mission d'évaluation finale du projet d'Appui à la Mise en Œuvre du Programme décennal de Développement de l'Education dans la Région de Dosso fait suite à l'évaluation intermédiaire réalisée en juin 2014. Le projet s'inscrit dans le cadre du Programme de Coopération Niger - Luxembourg, notamment dans le deuxième Programme indicatif de Coopération. Initialement prévu pour une durée de cinq ans (2008-2012), il a été étendu jusqu'en fin 2015. Une enveloppe supplémentaire de 10 millions EUR a accompagné cette extension.

Le Programme de Coopération Niger - Luxembourg intègre :

- NIG/017 et NIG/817 – Appui au Programme national de Formation professionnelle et technique et d'Insertion des Jeunes sortants ;
- NIG/018 – Programme d'Appui au Développement agricole durable dans la Région de Dosso ;
- NIG/019 – Appui à la mise en œuvre du Programme décennal de Développement de l'Éducation dans la région de Dosso;
- NIG/020 – Appui à la Chaîne de la Dépense publique dans la Région de Dosso.

La mission d'évaluation finale de quatre projets/programmes au Niger a été conduite par COWI A/S du 30.05 au 24.06.2016. L'équipe était constituée d'Alessandra Macri chef d'équipe et expert évaluateur du NIG/020, Jacques Fournier expert évaluateur du NIG/018, Alain Sossah expert évaluateur du NIG/017 et NIG/817, Ansoumana Sané expert évaluateur du NIG/019, Olga Azelokonon expert genre. L'assurance qualité a été assurée par Claude Mauret.

Le projet d'Appui à la Mise en œuvre du Programme Décennal de Développement de l'Education dans la Région de Dosso dispose d'un budget initial de 11,5 millions EUR, qui par la suite a été augmenté à 15 200 000 EUR, avec une contribution nationale de 3 506 327 EUR.

L'objectif général du Programme est de favoriser l'accès universel aux services sociaux de base et en faire bénéficier durablement les pauvres.

L'objectif spécifique est celui d'appuyer la mise en œuvre du Programme décennal de Développement de l'Éducation dans la région de Dosso, afin qu'un nombre croissant d'enfants et d'adultes accèdent à une éducation de qualité.

Quatre résultats sont escomptés :

Résultat 1 : les acquisitions des élèves sont améliorées dans les disciplines fondamentales (lecture, mathématiques et sciences) ainsi qu'en matière de santé, d'hygiène et d'environnement.

Résultat 2 : l'accès à l'éducation est amélioré, notamment en milieu rural.

Résultat 3 : la livraison et la pertinence des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle sont améliorées, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Résultat 4 : les capacités de planification et de gestion régionale, départementale et communale du système éducatif sont renforcées.

Méthodologie

La méthodologie de l'évaluation se réfère étroitement aux objectifs et résultats ci-dessus et s'appuie sur l'analyse de trois types de données collectées : (i) la base documentaire existante, (ii) les entretiens individuels et collectifs, auprès de toutes les catégories d'acteurs concernés, (iii) les visites de terrain.

Résultats

Le taux net de scolarisation dans la région de Dosso est passé de 66,1 % en 2011 (année de référence) à 79,2% au moment de l'évaluation en juin 2016, en dépassant les prévisions de 75% pour la fin du Projet. Il est important de souligner que cet indice (taux net de scolarisation) a connu, au niveau national, une régression entre 2011 et 2014 (de 67,2 % à 61,5 %)¹, par conséquent, la progression observée dans la même période pour la région de Dosso est une exception positive par rapport aux autres régions du pays.

De façon globale, durant les cinq années de mise en œuvre du projet, les effectifs des élèves bénéficiaires de cycles de base 1 et 2 sont passés de 52 278 (2012) à 287 256 (2016), dont 159 081 garçons (55,38%), soit une augmentation de près 5,5 fois. En particulier, les effectifs de la base 1 sont passés de 32 373 élèves (2012) à 185 000 élèves (2016), soit une augmentation de près six fois. A la base 2, les effectifs sont passés de 19 905 (2012) à 102 256 élèves (2016), soit une augmentation de cinq fois.

L'appui à l'alphabétisation par la mise en place du Fonds régional pour l'Alphabétisation et l'Éducation non formelle et l'amélioration de la qualité des programmes d'alphabétisation a permis dans l'ensemble des centres d'alphabétisation de la région, un accroissement du taux de réussite au test de fin de campagne qui, de 51,70 % en 2011, a atteint 75,33 % en 2015, soit un gain de 23,63 %. Le taux d'abandon, tel que connu en 2011 de 39,38 % est descendu en 2015 à 13,36. Ainsi, la proportion des adultes analphabètes de 15 à 45 ans est réduite dans la région de Dosso : de 86 % en 2011 à 72,2 % en 2016, soit un gain de 13,3 points en pourcentage.

Les capacités de planification et de gestion des institutions régionales et départementales sont renforcées permettant de suivre l'évolution du système éducatif à travers une base de données et des tableaux de bord régulièrement produits, aussi bien qu'une planification annuelle des activités des services techniques, qui consent de mieux coordonner les nombreux appuis des Partenaires Techniques et Financiers au secteur de l'éducation et de réduire les déséquilibres dans la région. Le suivi technique et financier annuel des activités, les évaluations des acquisitions des élèves, sont effectués régulièrement et ils permettent de vérifier les progrès réalisés.

Cette performance quantitative remarquable - prouvée par l'évolution positive de la plupart des indicateurs de résultat - s'explique par la présence d'un environnement pédagogique rénové, qui n'est pas présent dans les autres régions, à savoir : la dotation d'intrants pédagogiques quantitativement et qualitativement améliorées, le renforcement des capacités des enseignants, conseillers pédagogiques, inspecteurs pédagogiques, chefs d'établissements, etc., la construction d'infrastructures de qualité véhiculant une image positive de l'école, la sensibilisation à la scolarisation des filles, l'action des comités des parents d'élèves proactifs, conscients des enjeux de l'éducation.

La pertinence est évaluée à 2 :

Les objectifs répondent de façon pertinente à trois problèmes principaux qui sont à la base du projet NIG/019 : (i) la faiblesse des taux d'accès à l'enseignement de base nigérien, particulièrement en zone rurale ; (ii) les acquis des élèves de l'enseignement de base parmi les plus faibles des pays de la Conférence des Ministres francophones en charge de l'Éducation Nationale ; (iii) la proportion élevée d'adultes analphabète, particulièrement en zone rurale, le Niger étant l'un des pays ayant un taux d'analphabétisme le plus élevé de la sous-région, avec plus de 70% de la population âgée de 15 ans et plus. Ces problématiques s'inscrivent dans le cadre plus général de la lutte contre la pauvreté à laquelle s'attaque le Gouvernement nigérien dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté. Les actions qui traduisent les objectifs du projet se révèlent également pertinentes par rapport aux besoins en infrastructures scolaires, avec la construction et l'équipement des écoles et collèges, le renforcement des capacités du secteur public de l'éducation et le soutien aux campagnes d'information en faveur de la scolarisation des filles.

¹ Annuaire statistiques 2010-2011 ; 2011-2012 ; 2012-2013 ; 2013-2014. Les annuaires statistiques 2014-2015 et 2015-2016 n'étaient pas encore disponibles au moment de l'évaluation.

L'efficacité est évaluée à 2 :

Plus de 80 % des indicateurs d'atteinte des résultats ont progressé et souvent dépassé les attentes. De façon spécifique :

Résultat 1 : l'amélioration de la qualité des acquisitions se traduit dans la réduction de la proportion des élèves de Chef d'établissement en décrochage en mathématiques, qui est passé de 29,5 % à 9,7 % entre décembre 2011 et juin 2016, pour une projection 10% en fin de projet, en dépassant ainsi les attentes. L'on peut attribuer cette progression à l'effet des enseignements-apprentissages soutenus par le projet recentrés sur les fondamentaux. La proportion des élèves de Cours préparatoires en décrochage en français et en maths connaît une évolution relativement positive, entre décembre 2011 et juin 2016. Le pourcentage a baissé en français, de 51,40 % à 18 %, en se rapprochant aux attentes de 15% en fin de projet; en maths, de 33,7 % à 15,5 % pour une cible de 10 %.

Résultat 2 : le taux brut de scolarisation en base 1 a progressé de 75,2 % en décembre 2011 à 88,2 % en juin 2016 pour une projection de 87 % en fin de projet. Le résultat a donc atteint et dépassé le pourcentage attendu. Le point faible est le taux brut d'admission en base 1, qui est en baisse entre décembre 2011 et juin 2016, de 96,2 % à 93,6 %, pour un objectif de 100 % en fin de projet.

Résultat 3 : la progression des indicateurs qui opérationnalisent les actions d'alphabétisation et d'éducation non formelle est nettement positive, ayant presque atteint la projection des effets attendus, comme le pourcentage de réussite aux tests régionaux qui s'est nettement amélioré de 51,70 % à 74,8 %, entre décembre 2011 et juin 2016, en réalisant la prévision initiale de 75 % en fin du projet. Ceci est un signe significatif d'efficacité et de l'adéquation de l'offre et des contenus des programmes d'alphabétisation en phase avec la demande et les besoins réels des bénéficiaires.

Résultat 4 : les indicateurs des résultats relatifs à la planification et à la gestion n'ont pas entièrement atteint la projection des effets attendus. Les principales faiblesses concernent la maîtrise d'ouvrage communale qui n'a pas été effectuée, en raison de la non effectivité du transfert des compétences vers les communes. Entre 2011 et 2016, le Taux brut de Scolarisation de chaque département a progressé de 12 % à 13 %, mais le Taux brut de Scolarisation moyen régional -9 % pour décembre 2011 est passé à -18,2 % pour juin 2016, ce qui souligne les faiblesses organisationnelles de la gestion, élément structurant préalable et indispensable à la mise en place d'un système d'éducation efficace.

L'efficience est évaluée à 2 :

L'évaluation de l'efficience pose la question du rapport entre les résultats atteints (identifiés dans la section précédente) et les investissements réellement consentis. Le projet a été mis en œuvre avec un budget global de 15 200 000 EUR. Le ratio fonctionnement (mutualisé) sur investissement prévu dans le Document de projet est de 16,29 %, tandis que le ratio au 15.06.2016 s'élève à 12,37 % du budget. Le budget initial de la programmation du NIG/019 (Document de projet A) d'un montant de 11 500 000 EUR, pour ce qui est de la contribution luxembourgeoise, a été augmenté à 15 200 000 EUR quelques mois après la phase de lancement du programme (Document de projet B), pour tenir compte de l'extension de la zone d'intervention du projet, qui passe de trois à huit Départements. Au 30 juin 2016, le montant de l'exécution globale s'élevait à 12 403 000 EUR, soit un taux d'exécution de 81.6 % du budget Document de projet B. Par comparaison avec le niveau d'exécution financière (18,81 %) observé lors de l'évaluation à mi-parcours en avril-mai 2014, on peut attester d'une très nette amélioration des taux de déboursement au cours des années 2014-2016. Le budget de 2 037 350 EUR prévu destiné à la gestion du projet et représentant 16,29 % du budget global est conforme à la norme en matière de gestion de projets. Au moment de l'évaluation finale, ce ratio était de 12,37 %.

La mission considère que l'efficience du projet est globalement bonne au regard de l'adéquation des ressources mobilisées durant les cinq années avec les résultats atteints. Certains résultats atteints dépassent les attendus et ont été obtenus dans les délais requis et à des coûts correspondant aux normes (par comparaison à des interventions similaires). C'est le cas par exemple de l'appui à la formation des enseignants et aux apprentissages des élèves dans les écoles et les collèges de la zone de couverture du projet.

La durabilité est évaluée à 3 :

Si l'on considère les indicateurs relatifs à l'accès, la durabilité est essentiellement liée à la problématique de la maintenance des constructions scolaires et des équipements mis en place par le projet et pour lesquels on peut rester raisonnablement optimiste sur la durabilité des résultats obtenus. Il faudra donc s'assurer de l'achèvement des constructions prévues, car l'amélioration de l'accès est liée à l'existence d'infrastructures adéquates. Si l'on considère la qualité des acquisitions, liées au renforcement des capacités des acteurs et la dotation de manuels ou de guides, des bons résultats ont été enregistrés en termes d'efficacité et d'efficience et les chances de durabilité sont donc étroitement dépendantes des actions d'accompagnement qui seront envisagées dans la suite du projet, pour aider les acteurs à mobiliser effectivement les capacités développées par les formations et à exploiter correctement les manuels et les guides.

Sur la base de ces résultats, la mission a fait une série de recommandations dont les principales sont présentées ci-après :

- au regard des résultats remarquables notés, tout particulièrement dans les actions de renforcement des capacités, il s'agit d'en assurer la permanence dans le temps en mettant en place des stratégies *permanentes* d'accompagnement des acteurs formés. Il est prioritaire de faire en sorte que les nouvelles compétences acquises soient appliquées et étendues davantage, pour éviter le risque que ces capacités restent inexploitées (Ministère des Enseignements primaires / Ministère des Enseignements secondaires, Direction régionale de l'Enseignement primaire / Direction régionale des Enseignements secondaires, Partenaires Techniques et Financiers) ;
- le phénomène de l'abandon scolaire, surtout en ce qui concerne les filles, mérite une analyse plus poussée pour l'identification des causes profondes ainsi que des solutions appropriées. Une étude spécifique approfondie dans la région de Dosso pourrait pondérer les facteurs qui freinent la poursuite de la scolarité des élèves, notamment des filles, dans la transition d'un cycle à l'autre (Ministère des Enseignements primaires / Ministère des Enseignements secondaires, Direction régionale de l'Enseignement primaire / Direction régionale des Enseignements secondaires, Partenaires Techniques et Financiers) ;
- les principales faiblesses en termes d'efficacité et d'efficience sont le plus souvent étroitement liées à des difficultés et des retards dans la gestion administrative des actions. Une réflexion en profondeur (cas de l'efficience de l'utilisation de l'instrument Accord de partenariat opérationnel - Accords de partenariat opérationnel) doit être engagée afin de trouver des solutions appropriées (Ministère des Enseignements primaires / Ministère des Enseignements secondaires, Direction régionale de l'Enseignement primaire / Direction régionale des Enseignements secondaires, Partenaires Techniques et Financiers) ;
- le renforcement des capacités des ministères (Ministère de l'Enseignement primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues nationales et de l'Éducation civique - Ministère des Enseignements primaires, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues nationales et de l'Éducation civique - et Ministère des Enseignements secondaires) et de leurs directions déconcentrées est aussi à poursuivre afin de faire connaître, capitaliser et généraliser au niveau des autres zones et régions les acquis du NIG/019, notamment dans les domaines de la pédagogie, la scolarisation des filles, la planification, du rapportage, la gestion technique et financière, etc. Le domaine du monitoring doit aussi être renforcé de manière à avoir une approche systémique et un pilotage fortement centré sur les résultats et non sur les moyens.